



RP No. 28 - RJ/lg

Londres, le 29 juin 1977

R é s u m é

Le Commonwealth en 1977  
"An informal talking shop"

on									
date									12. JULI 1977
visa									✓
EPD									12. JULI 1977
Ref. p. A. 21. 31.									London

Le Commonwealth de 1977 n'a plus grand-chose en commun avec l'institution qui portait ce nom voici 30 ans sinon qu'il est toujours présidé par le Souverain du Royaume-Uni. Il est devenu un Club d'Etats anglophones indépendants que lient une histoire et des traditions administratives communes. La conférence des Chefs de gouvernements, qualifiée ici de "informal talking shop" ne prend pas de décision, mais se contente de publier un long communiqué final rédigé en commun et adopté par consensus. Cette absence de contrainte a permis cette année aux Etats africains de se joindre à une condamnation sans équivoque de l'Ouganda à côté de celle, traditionnelle celle-là, de l'Afrique du Sud. Le communiqué montre également que le Commonwealth est devenu un très important instrument de coopération technique et économique.

---

## AMBASSADE DE SUISSE

RP No 28 - RJ/lg

Londres, le 29 juin 1977

Le Commonwealth en 1977:  
"An informal talking shop"

Une brochure distribuée aux visiteurs du Commonwealth Institute à Londres montre sur sa page de couverture les drapeaux des 36 Etats membres. Les couleurs britanniques y figurent dans les mêmes dimensions que celles des autres Etats et apparaissent, dans l'ordre alphabétique, après le Botswana et avant le Canada. Cela est significatif du fait que le Royaume-Uni n'est plus le "primus inter pares", comme cela était encore le cas voici quelques années, et qu'il se considère désormais comme un membre parmi d'autres.

Ce virage a été pris après la Conférence de Singapour, qui a eu lieu en 1971. La Grande Bretagne, qui cherchait encore à user de son leadership pour faire accepter sa politique en Afrique australe, s'y était finalement trouvée très isolée. D'autre part, les accrochages s'y étaient multipliés entre groupes d'Etats qui avaient accepté de nouvelles allégeances et affinités, régionales ou politiques. Bref, les observateurs du moment ne donnaient plus cher du Commonwealth qu'ils voyaient déjà dégénérer en une sorte d'Assemblée générale des Nations Unies anglophones. Le mérite d'avoir su donner à l'institution un cadre et un élan nouveaux appartient essentiellement au gouvernement travailliste de 1974 et au Secrétaire d'Etat au Foreign Office d'alors, James Callaghan.

La conférence des Premiers Ministres.

Le Commonwealth, tel qu'on a pu l'observer récemment à Londres lors de la toute récente conférence des Premiers

Ministres, n'a plus grand-chose en commun avec l'institution qui portait ce même nom voici 30 ans. Il est devenu un Club d'états anglophones indépendants que lient une histoire et des traditions administratives communes. Aucune constitution, aucunes règles de procédure écrites n'entravent son fonctionnement. La conférence des Premiers Ministres qui était naguère le lieu privilégié où s'exerçait l'influence politique de Londres est devenu aujourd'hui un "informal talking shop", une sorte de moment privilégié qui permet à des Chefs de gouvernements de se rencontrer en dehors de toutes contraintes et d'exposer leur point de vue sur des questions d'intérêt commun. En 1973, à Ottawa, le Premier Ministre Trudeau décida pour détendre l'atmosphère d'offrir aux participants un week-end en plein-air. Les Jamaïcains ont repris cette idée en 1975 et les Britanniques se sont empressés de continuer la "tradition" en emmenant les "Premiers" dans le plus luxueux hôtel de Gleneagle en Ecosse. Ceci montre bien le style de ces rencontres: des réunions plénières, certes, mais énormément de contacts bilatéraux en toutes sortes d'occasions. Conséquences de ce parti pris d'informalité, la conférence ne prend aucune décision, mais elle publie un communiqué commun dont les termes ont été choisis par consensus. Par sa longueur et son style, le communiqué de cette année est en fait un rapport final de conférence. Il a été rédigé au fur et à mesure des discussions et adopté en séance de clôture.

Il est intéressant de noter que cette absence de contrainte a eu pour effet cette année de démonter la mécanique qui entrave de plus en plus le dialogue aux Nations Unies et dans les organisations spécialisées: pour la première fois, en effet, les Etats africains ont accepté de condamner en termes non équivoques l'un des leurs, l'Ouganda. Selon le Foreign Office il s'agit là d'une percée majeure en faveur des Droits de l'Homme. Du même coup, il est devenu évident que la "double moralité" ou les "double standards" doivent plus à la nature de l'institution où ils sont pratiqués qu'aux Etats eux-mêmes.

Il sera du reste intéressant à ce propos d'observer si maintenant les mêmes Etats qui ont publiquement condamné l'Ouganda répéteront leur geste devant la Commission des Droits de l'Homme à Genève.

### Le Secrétariat

Un secrétariat du Commonwealth fonctionne à Londres depuis 1965. Il est dirigé par un Secrétaire général qui est actuellement Shridath Ramphal, ancien Ministre des Affaires étrangères de Guyane. Le secrétariat est financé par des contributions des Etats membres et n'a aucun pouvoir politique. C'est une administration à la disposition des Etats. Il organise en particulier la conférence biennale des Chefs de gouvernements, organise également les réunions régulières, généralement annuelles, des Ministres des finances, de la justice, de l'éducation et de la santé. A ce titre il est un élément important de la coopération entre Etats membres. M. Ramphal a lancé récemment l'idée de la régionalisation du Commonwealth. Il s'agirait de promouvoir la coopération décentralisée et endogène, pour utiliser le jargon des Nations Unies, entre Etats d'une même région, les plus avancés aidant ceux qui le sont moins. Cette méthode pourrait en particulier convenir aux mini-Etats des Caraïbes et du Pacifique. La discussion qui a eu lieu à ce sujet cette année n'a semblé-t-il pas répondre aux espérances du secrétariat qui n'a pas obtenu le soutien espéré. Certains Etats, la Grande Bretagne en particulier, y décèlent en effet le danger de la constitution de groupes de pression régionaux qui seraient contraires à l'esprit de l'institution et nuisibles à son fonctionnement.

### La coopération technique et économique

A côté du forum politique dont il a été question plus haut et que le communiqué final illustre parfaitement, le Commonwealth est devenu aujourd'hui un important instrument de coopération internationale, tant technique qu'économique.

Le 70% des ressources mises à disposition par les quatre Etats membres industrialisés (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) pour leur programme de coopération technique bilatérale vont vers des pays du Commonwealth moins favorisés. Les Etats membres ont d'autre part créé une Fondation qui dispose d'un budget relativement modeste de £ 700'000.-, soit environ trois millions de nos francs, mais qui s'appuie sur un important réseau d'organisations non gouvernementales, en particulier les associations professionnelles dans les domaines de l'éducation, de la science, du journalisme, pour réaliser son programme de développement. Enfin il existe un Fonds du Commonwealth pour la coopération technique alimenté par des contributions volontaires qui s'élèvent à huit millions de Livres (34,4 millions de francs) pour l'exercice en cours. La moitié des experts utilisés par ce fonds proviennent des pays en voie de développement.

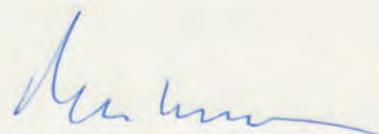
La coopération économique et monétaire est de tradition entre les pays du Commonwealth. Mais l'appartenance du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne qui a ébranlé le système de préférences mis en place au sein du Commonwealth, ainsi que la faiblesse de la Livre qui a touché plusieurs banques centrales continuent d'inquiéter. Parmi les questions majeures sur lesquelles la récente conférence est tombée d'accord figurent, inter alia, les points suivants: les Chefs de gouvernements ont reconnu que la CCEI constitue un effort constructif qui doit être poursuivi; ils sont convenus d'envoyer pour étude à leurs ministres des finances (réunion septembre 77) le rapport présenté par un groupe d'experts institué à Kingston (1975) et consacré à un programme spécifique de développement économique; ils ont décidé de créer un groupe de travail afin de préparer des propositions communes qui seront présentées à la CNUCED lors de la discussion autour du "Fonds commun" décidé par la CCEI; ils recommandent la négociation d'un nouveau "multi fibre arrangement"; ils ont décidé de contribuer à la réforme du système monétaire

mondial, en particulier en s'efforçant d'accélérer la mise en oeuvre de la décision de faire des droits de tirage spéciaux la principale réserve du système monétaire; ils recommanderont enfin une augmentation d'au moins 50% des quotas lors de la septième révision des quotas du FMI. On voit par ce bref catalogue que si le communiqué n'a pas de caractère contraignant, le consensus qui a permis son adoption va sinon obliger les Etats membres à mettre en oeuvre les mesures proposées, du moins à ne pas s'y opposer.

### La Reine

Dernier symbole d'une splendeur passée, le souverain du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord est toujours "Head of the Commonwealth". Mais ce titre ne repose actuellement sur aucune base constitutionnelle et ne correspond à aucune réalité politique. Du reste le Foreign Office avait pris la précaution de dissocier soigneusement les invitations aux cérémonies du Jubilé des manifestations liées à la conférence du Commonwealth. Cette réserve a semble-t-il été remarquée et appréciée. La plupart des Chefs de gouvernements ont donc été parfaitement à l'aise pour, le moment venu, louer les mérites de la Souveraine qui, à ce que l'on dit, est parfaitement informée de ce qui se passe dans chacun des 36 Etats du Commonwealth. Elle aurait en effet frappé par la pertinence des questions qu'elle a posées à ceux qu'elle a reçus. Il n'empêche que, au vu de l'évolution actuelle de l'institution, la proposition du Maréchal Idi Amin de changer régulièrement de Chef du Commonwealth n'est pas dépourvue de bon sens. C'est du moins ce que pensait un haut fonctionnaire du Foreign Office l'autre jour. A titre personnel, naturellement.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



(E. Thalmann)